



Communiqué de
presse

Sous embargo jusqu'au 4 janvier 2024, 12 h 30 HNE

Selon un rapport économique phare des Nations Unies, les économies africaines connaîtront une croissance modeste en 2024 dans un contexte de coûts d'emprunt élevés, d'instabilité géopolitique et d'impact du changement climatique

Le ralentissement de la croissance mondiale, le resserrement des conditions monétaires et l'inflation élevée pèsent sur les perspectives de croissance et le développement durable

Addis-Abeba, 25 janvier - La croissance économique en Afrique devrait rester modeste en 2024, les tensions géopolitiques, la crise climatique et les risques liés à la viabilité de la dette assombrissant les perspectives, selon le **rapport de l'ONU sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale (WESP) 2024**.

Le rapport économique phare des Nations Unies présente des perspectives économiques mondiales sombres à court terme. La persistance de taux d'intérêt élevés, la poursuite de l'escalade des conflits, l'atonie du commerce international et l'augmentation des catastrophes climatiques constituent des défis importants pour la croissance mondiale. La croissance économique mondiale devrait ralentir, passant de 2,7 % en 2023 à 2,4 % en 2024, ce qui est inférieur au taux de croissance de 3 % enregistré avant la pandémie.

La perspective d'une période prolongée de resserrement des conditions de crédit et d'augmentation des coûts d'emprunt constitue une série de vents contraires pour une économie mondiale criblée de dettes, alors qu'elle a besoin de plus d'investissements pour relancer la croissance, lutter contre le changement climatique et accélérer les progrès vers la réalisation des [objectifs de développement durable \(ODD\)](#).

« 2024 doit être l'année où nous sortirons de ce borbier. En débloquant des investissements importants et audacieux, nous pouvons favoriser le développement durable et l'action climatique, et placer l'économie mondiale sur la voie d'une croissance plus forte pour tous », a déclaré António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies. « Nous devons nous appuyer



sur les progrès réalisés au cours de l'année écoulée pour mettre en place un Stimulus sur les ODD d'au moins 500 milliards de dollars par an, sous la forme d'un financement à long terme abordable pour les investissements dans le développement durable et l'action climatique ».

Afrique : baisse des chiffres de la croissance en raison des contraintes budgétaires et de l'inflation

La croissance économique en Afrique devrait rester modeste, sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale, du resserrement des conditions monétaires et budgétaires et de l'aggravation de la situation en matière de viabilité de la dette, pour atteindre 3,5 % en 2024, soit une légère amélioration par rapport aux 3,3 % enregistrés en 2023. De nombreuses économies africaines ont été confrontées à d'importantes pressions inflationnistes en 2023, en grande partie à cause des prix élevés des carburants et des denrées alimentaires. Plusieurs monnaies africaines, à l'exception du franc CFA ancré institutionnellement, ont subi des pressions à la dépréciation en raison de la faiblesse des recettes d'exportation et de l'insuffisance des flux de financement extérieur. Malgré ces défis, l'économie du continent devrait croître de 4,2 % en 2025.

Le poids élevé de la dette et les coûts d'emprunt exorbitants limitent la marge de manœuvre pour l'investissement et la croissance

Les problèmes de viabilité de la dette constituent un frein important aux perspectives de croissance de l'Afrique. Selon les dernières estimations, 18 pays d'Afrique enregistreront un ratio dette/PIB supérieur à 70 % en 2023, et nombre d'entre eux seront confrontés à une situation de surendettement. L'accès au financement du développement et son coût élevé restent un défi de taille, le surendettement empêchant de nombreux pays africains d'accéder à des fonds à des taux abordables sur les marchés internationaux des capitaux. Les coûts d'emprunt restent élevés, les estimations montrant que les coûts d'emprunt des pays africains sont environ 4 fois plus élevés que ceux des pays développés.

La faiblesse des performances commerciales, les effets du changement climatique et l'instabilité géopolitique assombrissent les perspectives

La faiblesse globale des performances commerciales a également pesé sur la croissance africaine, en raison de la faiblesse de la demande des principaux marchés d'exportation et de la stabilisation des prix des produits de base. L'accord de libre-échange continental africain (AfcFTA) est toujours en cours de déploiement et son impact doit encore se matérialiser.



**Nations
Unies**

Département des
affaires économiques
et sociales

L'instabilité géopolitique continuera à avoir un impact négatif sur plusieurs sous-régions d'Afrique, notamment le Sahel et l'Afrique du Nord.

Les effets du changement climatique continuent de faire peser des risques importants sur l'économie africaine. Le continent perd son potentiel économique en raison de l'augmentation de la fréquence et de l'impact des événements climatiques et des catastrophes naturelles. Bien que plusieurs pays soient devenus de plus en plus actifs en matière d'investissement dans la transition verte, les flux de financement climatique vers l'Afrique sont loin de répondre à ses besoins - le déficit de financement annuel est estimé à environ 120 milliards de dollars, et le continent ne reçoit que 2 % des flux de financement mondiaux pour l'énergie propre. Le Fonds pour les pertes et dommages, officiellement adopté lors du sommet sur le climat de la COP28, devrait permettre de combler certaines lacunes en matière de financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique.

###

Le rapport complet sera disponible le 4 janvier 2024, à 12 h 30 HNE, à l'adresse suivante :
<https://desapublications.un.org/>

Relations médias :

Sharon Birch, Département de la communication globale de l'ONU, birchs@un.org

Leah Kennedy, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, kennedy1@un.org